

LETTRE DE LIAISON

des militants combattant pour le **Front Unique**
des syndicats de l'enseignement public

N°187
9 octobre 2011

ISSN 1245-0286

www.frontunique.com

La FSU doit se prononcer : Non au paiement de la dette Manifestation à l'Assemblée Nationale, lors du vote du budget, contre ce budget.

Intervention du courant Front Unique au BDFN de la FSU, le 5 octobre

Le 28 septembre, le gouvernement Sarkozy-Fillon a adopté en conseil des ministres un projet de budget qui est une véritable déclaration de guerre contre les travailleurs. Au nom de la "réduction de la dette publique": pour la première fois depuis 1945, les dépenses budgétaires diminuent en valeur absolue.

D'un côté: 48 milliards d'euros, plus de 13% des dépenses sont affectés aux intérêts de la "dette", dont on sait que l'explosion ces dernières années est due avant tout aux "plans de relance" en faveur des banques. Encore s'agit-il de la face émergée d'un iceberg qui inclut des dizaines de milliards de cadeaux fiscaux et d'exonérations de charges accordés au patronat - cadeaux qui sont prorogés par ce budget, sous couvert de mini-taxes dérisoires.

De l'autre côté: hausse des prélèvements et déremboursements à la Sécurité Sociale, poursuite de l'asphyxie budgétaire des collectivités locales - avec toutes les attaques que cela préfigure contre les travailleurs - plus de 30000 suppressions de postes, etc. Fait sans précédent, l'enveloppe salariale de la Fonction Publique diminue.

Derrière le discours sur la "réduction de la dette", il y a un choix politique: celui de faire payer la crise, le maintien artificiel des taux de profit, les guerres néo-coloniales de Sarkozy aux travailleurs et à leurs familles.

Accepter le paiement de la "dette", accepter ce budget, c'est abdiquer par avance toutes les revendications syndicales. C'est accepter par avance toutes les contre-réformes qui découlent presque mécaniquement de ce budget.

Or, c'est précisément sur ce terrain-là que se situent les journées d'action du 27/9 et du 11/10. Bernadette Groison s'est félicitée aujourd'hui du "succès" de la grève du 27 et de sa "visibilité" dans les médias. Pourtant, ce qui a été "visible", c'est le fait que la FSU ait accepté de défilier main dans la main avec les "syndicats" de l'enseignement privé! Les "revendications" de ces syndicats sont par définition hostiles à celles des enseignants du public: la FSU devrait, au contraire, dénoncer tout financement par l'Etat de l'enseignement privé! Le 28, le gouvernement a ainsi pu présenter son budget sans crainte - d'autant plus qu'au même moment, la FSU organisait un colloque et s'entretenait avec Groperrin, représentant de l'UMP. Quant au 11 octobre, journée en trompe-l'oeil sans appel national à la grève, elle se situe sur le terrain défini par l'intersyndicale du 18 août: celui d'un autre remboursement de la "dette publique" et de l'interpellation des "élus"! A une semaine de l'ouverture du débat budgétaire à l'assemblée, ce dispositif ne conduit qu'à une chose: laisser passer le budget sans accroc.

Pour ceux qui cherchent à s'engager sur le terrain d'une véritable grève, avec de vraies revendications, c'est d'ailleurs la répression qui s'abat: à Mayotte, où une grève générale se développe, les cortèges syndicaux ont été dispersés à coups de gaz lacrymogènes. Les blindés ont été déployés à Mamoudzou. Une répression qui dans ce contexte prend un caractère néo-colonial!

Alors, la responsabilité de la FSU devrait être de se situer sur un terrain de combat contre le gouvernement. Pour commencer, ce devrait être de **s'opposer au paiement de la "dette"**, exigence sans laquelle il n'est même pas possible de défendre les revendications. Au diable la dette! Les travailleurs ne sont pas responsables de la crise, ils n'ont rien à payer, ils ne doivent pas payer. La FSU doit se prononcer: non aux attaques contre la Sécurité Sociale, aucune suppression de postes, défense des statuts, etc. Et dans ce sens, proposer à la CGT, à FO de **préparer une manifestation unitaire de tous les travailleurs à l'Assemblée Nationale**, lors du vote du budget, contre ce budget.

S'agissant de Mayotte, la responsabilité de la FSU devrait être en outre de condamner la répression néo-coloniale organisée par Sarkozy et son gouvernement, de réaffirmer le droit élémentaire de faire grève et de manifester pour les revendications.

Contact : Front Unique, 46 rue de Trémonteix, 63100 Clermont-Fd - mel@frontunique.com